Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1966)
Heft: 52

Artikel: L'esprit de Grenoble : mieux que le concours Lépine du socialisme rénové

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1029327

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'esprit de Grenoble
Mieux que le concours Lépine du socialisme rénové

Grenoble est une ville déroutante. Cité de plaine et de montagne, industrieuse et sauvage : les quais de l'Isère aux pierres taillées en force, la Grande Chartreuse, le Vercors, les Alpes proches n'effacent pas la banlieue ouvrière, les citernes, les coups de chaleur sur les tôles industrielles. La rue où Stendhal naquit s'appelle Jean-Jacques Rousseau, qui ne fit pourtant qu'y passer. Auguste Perret y construisit, en 1925, pour servir d'attraction à l'Exposition de la houille blanche, une tour en béton qui devait démontrer les ressources de ce matériau; mais il la décora de motifs dans le goût du jour. (C'est dans le Grésivaudan, et non en Suisse, que furent réalisées les premières centrales électriques utilisant les chutes d'eau sous conduite forcée). Trois tours d'habitation d'une qualité architecturale supérieure à la moyenne, avec appartements duplex, mériteraient d'être citées comme réussite d'urbanisme si l'ancien maire U.N.R. n'avait pas sacrifié le parc public de l'Ile verte pour rendre possible cette construction. A Grenoble, création du premier Centre français de planning familial, mais la prostitution y est aussi exceptionnellement prospère. C'est la ville des industries de pointe, des industries propres, électroniques, le siège de Neyrpic et de Merlin-Gérin (ou de la bonnetterie de luxe Lou !), la ville des cadres, des ingénieurs, des ouvriers qualifiés où les sociologues sont à la recherche d'« une nouvelle classe ouvrière », mais plus qu'ailleurs le prolétariat algérien est présent dans la rue. Grenoble enfin est la seule grande ville française dirigée par une municipalité nouvelle gauche.
Le cadre était donc bien choisi pour que s'y affrontent, sans pathos, les tendances anciennes et nouvelles du socialisme français.
Quatre cents participants venus de toute la France. Et pour accourir de Bretagne à Grenoble, il faut avoir, chevillé, le goût de la discussion politique. Nous était présentée une étonnante corbeille de fortes têtes; en un seul après-midi, samedi, intervinrent dans les débats : Mendès-France, Alfred Sauvy, André Philip, Gilbert Mathieu (chroniqueur économique du journal « Le Monde »), Gilles Martinet, des syndicalistes de qualité comme René Bonety (C.F.D.T.)., Le Brun (ancien secrétaire confédéral de la C.G.T.) et Maurice Duverger.
Une telle confrontation nous a paru assez significative pour nous permettre de faire le point sur l'orientation actuelle de la gauche française et de nous situer, observateurs étrangers, par rapport à elle. Nous consacrerons donc à cette rencontre une large place.

Nous allons nous mettre au travail

On connaît l'abondance de la littérature politique française : que de plans, de contre-plans, d'horizons proches et lointains, de république moderne, de gauche année zéro, que de socialisme et que d'Europe, sans compter les numéros spéciaux des revues, les monographies, les commentaires des hebdomadaires.
Or, paradoxe, tous les participants à la rencontre de Grenoble commençaient par se féliciter de ce que, enfin, la gauche se mît, avec sérieux, au travail. « Nous inaugurons », déclarait Mendès-France. « Désormais, hic et nunc, nous allons nous battre avec les problèmes d'aujourd'hui, et non plus avec ceux d'ailleurs et de jadis », s'exclamait André Philip. Chez des hommes qui ont beaucoup agi et beaucoup écrit, quel virginal et surprenant entrain !
De même, chacun saluait le sérieux technique des rapports présentés, « La gauche et la monnaie », ce titre seul devenait confiture exquise. Or ces rapports sérieux certes, réalistes certes, n'étaient pas d'une ardue technicité. Ils définissaient une manière d'attaquer les problèmes, un style, ils esquissaient des schémas; mais l'analyse chiffrée des faits économiques en était absente (Gilbert Mathieu en fit d'ailleurs la remarque : « Vous partez de schémas plutôt que de faits cités »). Alors pourquoi cet étonnement admiratif et néophyte ?
C'est qu'à son tour, sous la pression des circonstances, la gauche française vient de faire sa mue. Quelles sont donc ces circonstances nouvelles ?

L'Europe est un fait

Tout gouvernement de gauche porté au pouvoir devrait affronter une grève des capitalistes. L'argent passerait la frontière; la monnaie serait en danger. Comment, dans un tel climat, satisfaire des revendications populaires sans courir à l'inflation et à la banqueroute ?
Cette question-là est traditionnelle. Mais la gauche française la pose en termes de marché commun. La France socialiste, en proie aux difficultés de la prise du pouvoir, ne pourra pas adopter des mesures contraires au traité de Rome; les produits français seront soumis à la dure concurrence des pays voisins; la marge d'intervention politique sera donc faible.
Cette libre concurrence européenne, la gauche de Grenoble l'accepte. Ce choix est d'autant plus significatif que la question fut débattue en commission (des commissions ouvertes à tous les participants travaillèrent le samedi soir de 9 heures à minuit) en présence de Mendès-France. Claude Bourdet soutenait la thèse qu'une France socialiste devrait se bâtir hors de l'Europe des Six; il dénonçait la mystique de la concentration d'entreprises; la croyance naïve au « supermammouthisme » (sic). Il fut seul de son avis.
La gauche accepte l'Europe comme une nécessité et comme le seul espoir d'échapper, peut-être, à l'hégémonie américaine. Ce « oui » à l'Europe d'aujourd'hui entraîne de lourdes conséquences.

L'économie de marché

Dans le cadre du libre-échangisme européen et dans l'attente d'une planification européenne, seule sera concevable une économie de marché. Les prix, les justes prix, la satisfaction des besoins des consommateurs, la concurrence sont dès lors admis, à Grenoble, comme les meilleurs régulateurs de l'économie. Toute entreprise devra faire la preuve de sa rentabilité. Un service, même public, devra travailler sans déficit. L'inflation devra être combattue avec acharnement. Les subventions de l'Etat devront encourager plutôt les entreprises en plein développement que les entreprises défaillantes. Dans un des rapports nous lisons :
« Le marché, c'est le point de rencontre entre les offres concurrentes et les demandes incertaines de l'ensemble des producteurs et des consommateurs. Puisque c'est sur le marché que se joue la partie, il faut que le pouvoir l'oriente et le prépare à sa fonction, mais, en même temps, qu'il s'abstienne d'en détériorer les mécanismes de sélection et d'arbitrage ».
Tout socialiste qui contresigne cette proposition revient, idéologiquement, d'assez loin.

Les correctifs

Qu'on ne voie pourtant pas, de façon diffamatoire, dans une telle proposition, une adhésion au libéralisme.
Tout d'abord, si l'on désire arracher le Tiers-Monde à sa misère, et cette préoccupation ne peut cesser d'obséder la gauche, une répartition internationale du travail sera nécessaire. Pas de libre-échangisme mondial donc.
L'économie européenne devra être planifiée si l'on espère créer une société différente de la société de consommation américaine. Pas d'Europe libérale donc. Pourtant, à l'échelle mondiale et européenne, ce ne sont là, pour l'instant, que des vœux.
Mais, sur le plan national, qui délimite la sphère de l'influence politique, tous les moyens capables d'orienter la production et la consommation dans le sens du plan (politique du crédit, de sélection des investissements, socialisation de secteurs importants, réglementation de la publicité, politique fiscale, etc.) doivent intervenir. En complément à cet article, nous reprendrons plus particulièrement quelques-uns de ces points, chapitres essentiels d'un programme socialiste.
Chacun de ces moyens d'agir sur l'économie exige des études poussées. Or les jeunes qui, en majorité, participaient aux travaux de Grenoble, réclamaient ces études. De là cette impression de sérieux que Philip résumait avec bonheur dans cette formule : « On ne démocratisera les technocrates que lorsqu'on technicisera les démocrates ».

Les libertés démocratiques

On pouvait être étonné, aussi, à Grenoble, de voir des hommes intelligents et brillants discuter longuement sous la conduite de Maurice Duverger pour établir que le socialisme est inséparable des libertés démocratiques, du droit de contestation, du pluralisme des partis.
Ce sont de bien vieilles évidences qui sont là redécouvertes. Mais cette réanimation a pourtant une double signification.
Toute ouverture vers le parti communiste passe par ces rappels. Mais le courant libertaire n'est pas seulement une précaution indispensable pour préparer une réunification de la gauche. Il est profond et touche à de nombreux secteurs de la vie publique. Nous y reviendrons.
Et surtout le rappel de ces quelques vérités démocratiques élémentaires marque un renversement des valeurs. Il était un temps où parler de dictature du prolétariat, de « centralisme démocratique » posait son homme de gauche plus dur, plus pur. Désormais ce vocabulaire-là rejoint l'eau de vaisselle. Certes une culture socialiste élémentaire exige que l'on sache que la dictature du prolétariat pour Marx, pour beaucoup de bolchéviks et même pour Lénine, ce n'était pas ce qui devint le stalinisme. Mais c'est l'usage qui décide de l'emploi des mots, et ces mots sont désormais corrompus et définitivement démonétisés. Et il n'était pas inutile de dresser bien tardivement le constat. Cela permit d'approfondir de nouveaux sens du mot liberté.

Remarques critiques

La gauche française, même celle qui se voulait la plus avancée, redécouvre, sans se l'avouer, le réformisme. Vive donc le néo-réformisme ! Dans ses préoccupations, on trouve en tout cas plus d'imagination, d'invention que dans le socialisme helvétique. Mais les Français sont faibles sur deux points : ils méconnaissent le socialisme européen. Il y aurait des pays socialistes à l'Est, et puis il y a... eux qui, par la vertu des ancêtres de 1789 et l'héritage de 1848, incarnent le socialisme. Il est incroyable que des gens réalistes et sérieux trouvent moyen de parler pendant deux jours entiers du socialisme démocratique et de ses chances de se maintenir au pouvoir sans se référer une seule fois, en bien ou en mal, au socialisme scandinave. Et pourtant, on ne dépassera pas le réformisme sans une étude critique, dépourvue de préjugés, de l'expérience nordique. Leur mépris du syndicalisme allemand est affligeant; quant au travaillisme anglais, à peine une allusion. En doctrinaires, ils admettent la réalité européenne; il leur reste à la découvrir.
Parce qu'il faut préparer l'après-gaullisme, les socialistes français pensent à prendre la relève : se hisser au pouvoir, demain ou après-demain. Mais ils s'occupent fort peu de la prise des pouvoirs non-politiques. Le mouvement coopératif qui demeure une arme un peu émoussée, mais irremplaçable contre le capitalisme, n'est cité dans leurs débats que pour mémoire. De même, d'ailleurs, dans la presse de gauche française : combien d'articles et de reportages sur les secteurs socialisés ? Moins que rien en comparaison du commentaire hebdomadaire des intrigues de Guy Mollet et des intoxicantes combinaisons électorales.

Et pourtant la gauche sait que le jour où elle prendra le pouvoir politique, elle se heurtera à la résistance des détenteurs du pouvoir économique. D'où les difficultés qui l'attendent. Alors que fait-elle, dès maintenant, pour renforcer le secteur non-capitaliste ? Pour le mettre au centre de ses préoccupations ?

Le contrat

Chez tous les rapporteurs et tous les responsables, on devinait une inquiétude. Des recherches théoriques plus poussées, comment les traduire en mots d'ordre pour les masses ? Peut-on être populaire en refusant la démagogie et la facilité ? Tout ce que Mendès-France incarne d'espérance tient dans ce pari. Réussir en disant la vérité, en n'escamotant pas les difficultés.
Le pari de la nouvelle gauche française, c'est de croire que le peuple est exigeant, capable de souscrire loyalement aux clauses d'un contrat difficile. Le contraire diamétral du cynisme et du paternalisme gaulliste.
A Grenoble, une esquisse technique du contrat fut discutée. Aura-t-elle une traduction populaire ?

Quelques-unes des préoccupations de la gauche française:

Nous reprenons ici en annexe quelques thèmes essentiels de la discussion. Ils sont fondamentaux. Ce ne sont pas les petites idées de qui croit avoir trouvé le moyen de réformer le monde, le concours Lépine de la gauche rénovée selon la formule de R. Fossaert; mais il s'agit là des points de rencontre de toute discussion socialiste en 1966.

I **La décentralisation**

Quand André Philip s'écrie que les malheurs de la France centralisée commencèrent avec Richelieu, on se dit que ce vieux protestant n'a pas encore accepté la prise de La Rochelle. Mais quand, successivement, les jeunes et les porte-parole de Bretagne, de l'Ouest, de Toulouse, de Grenoble viennent réclamer une politique de décentralisation, un plan régional de développement, tous avec la même insistance, on doit admettre que la décentralisation et le fédéralisme seront une des préoccupations majeures de la gauche; la région, c'est le lieu où les calculs théoriques du plan, où les décisions abstraites prennent des dimensions humaines. L'aménagement du territoire, préoccupation dominante.
Pas d'Etat jacobin !

II **Des services sociaux indépendants de l'Etat**

Libertés démocratiques, ce n'est pas seulement le mot qui est rajeuni. La nouvelle gauche exige l'indépendance totale à l'égard du pouvoir politique de la justice, de l'information, de la recherche statistique. Comme nous l'écrivions dans D.P., la justice n'est pas une valeur bourgeoise.
Soustraire certains services à l'omnipotence de l'Etat !

III **L'information**

La radio, la presse, la TV devraient être libres d'assujettissement au pouvoir et aux groupes financiers. L'autonomie à l'égard des groupes financiers dont jouissent les journalistes du « Monde » est présentée comme un modèle. A relever les protestations qui se sont élevées contre le monopole de l'information qu'ont acquis, de fait, certains journaux régionaux. Le problème, d'ailleurs, n'est pas seulement celui de la liberté de publier à l'abri des pressions, mais aussi celui d'avoir accès aux sources d'information; on retrouve notamment la revendication de l'indépendance des services de la statistique.

IV **La publicité**

La réglementation de la publicité est unanimement souhaitée. Le volume de publicité autorisé devra tenir compte des objectifs du plan. La publicité contrôlée aura pour but de freiner ou d'encourager certaines consommations.
Réglementation de la publicité, tâche urgente !

V **Nationalisations**

C'est le dernier bastion des luttes doctrinales. Mais là aussi la rhétorique perd pied. Exemplaire, la mésaventure de celui qui réclamait avec force la nationalisation de la carbochimie — déjà nationalisée !
Les idées dominantes :

a) Utiliser mieux les secteurs qui sont nationalisés. Exiger notamment que les cadres dirigeants aient un esprit de service public, au lieu d'être les aimables confrères des managers privés.
b) Utiliser l'énorme pouvoir que confèrent à l'Etat les commandes qu'il passe aux entreprises privées afin qu'elles appliquent les directives du plan.
c) Participation de l'Etat au développement des industries de pointe.

Réorganiser, renforcer, rationaliser le secteur nationalisé !

VI **Syndicalisme**

Extension des libertés syndicales, notamment dans l'entreprise même. Quelle est la valeur d'une convention collective, si dans les ateliers le patronat mène sournoisement ou ouvertement la lutte contre les responsables syndicalistes ?
Droits syndicaux élargis !

VII **L'autofinancement**

Ici la réflexion de la gauche française est encore hésitante, comme en ce qui concerne la politique des revenus où elle nous a semblé manquer d'originalité. Mais deux tendances se dégagent :
Ou limiter l'autofinancement des entreprises, afin de pouvoir mieux orienter par le crédit leur politique d'investissements.
Ou définir la participation des ouvriers aux bénéfices de l'autofinancement, bénéfices qui devraient être gérés par une caisse nationale (syndicale selon la thèse de D.P.) d'investissements.
Collectiviser la plus-value des entreprises qui pratiquent l'autofinancement, préoccupation primordiale !

Echantillon du rapport sur les voies de passage au socialisme

L'autofinancement

« Le problème du contrôle de **l'autofinancement** sera sans doute plus difficile à résoudre. Les objectifs dans ce domaine sont en effet divers :
— il faut donner aux salariés le droit de profiter des équipements nouveaux financés avec le produit de leur travail (sans toutefois pouvoir permettre une mobilisation immédiate de la créance acquise sur les entreprises).
— il faut éviter de décourager l'autofinancement tant que de nouvelles formes d'épargne ne se seront pas suffisamment développées : l'autofinancement en incorporant dans les prix de vente une part correspondant au coût de l'équipement supplémentaire acquis par la firme est en effet aujourd'hui en France la source de plus du tiers des équipements des entreprises.
— enfin il faut éviter la surinvestissement dans les branches qui font de gros bénéfices sans que leur développement présente d'intérêt sur le plan général; l'emploi des bénéfices d'exploitation dans d'autres branches dépourvues de financement peut être souhaitable. »

Singularité helvétique: Lignes directrices à Richterswil!

Le spectre du Front populaire hante encore l'Europe occidentale. Mais qui se souvient du Mouvement des lignes directrices que certains qualifiaient de front populaire et qui était en réalité la préfiguration d'un mouvement centre gauche à vocation majoritaire ? Au nombre de ceux qui n'ont pas oublié, il y a en tout cas les électeurs de Richterswil, dans le canton de Zurich (district d'Horgen). En effet cette commune de 6000 habitants compte parmi les organisations politiques locales un groupe s'intitulant « Richtlinienbewegung ». Fondé en 1938 à l'heure de la menace nazie, ce groupe réunissait les socialistes, les démocrates (parti encore vivant en Suisse orientale), les Jeunes Paysans, les syndicats libres (donc adhérant à l'Union syndicale suisse), des petits artisans et des indépendants désireux de contrer l'Association communale bourgeoise qui faisait la pluie et le beau temps dans cette commune. Comme l'indique le secrétaire de ce mouvement dans une lettre adressée à un collaborateur de « Domaine Public », il ne s'agit pas d'un parti, mais uniquement d'un mouvement local destiné à faire obstacle à l'absolutisme du groupement bourgeois.
Ces indications nous ont incité à reprendre le numéro d'« Esprit » du 1er octobre 1937 (Le problème suisse : Personne et fédéralisme) pour y lire la note de M. Pierre Reymond sur les partis politiques. Nous en citons le passage suivant :

« Aujourd'hui, un regroupement est tenté à nouveau dans le mouvement dit des « Lignes directrices » auxquelles les associations suivantes ont déjà donné leur adhésion : l'Union syndicale suisse, la Fédération suisse des sociétés d'employés, la Fédération des ouvriers et employés évangéliques, l'Union des Jeunes paysans, le groupement des jeunes catholiques qui s'expriment dans l'« Entscheidung » (mouvement dont la parenté avec « Esprit » ne fait aucun doute), le Parti socialiste suisse, le Parti radical démocratique de quelques cantons, ainsi que d'autres groupements de moindre importance. Ces lignes directrices sont les suivantes :

« 1. Reconnaître sans réserve la démocratie; refuser catégoriquement toute alliance ou collaboration avec une organisation ou un mouvement antidémocratique,

2. Admettre une attitude positive à l'égard de la défense nationale, économique et spirituelle,

3. Respecter les convictions religieuses des citoyens comme condition de la paix religieuse dans le pays.

4. S'engager à l'égard d'un programme commun pour le relèvement économique et la solution à donner aux problèmes sociaux, et qui tende à réaliser l'équité sociale et la solidarité dans la vie économique, sans lesquelles une réelle collectivité ne saurait exister.

Le programme d'application suggéré par le quatrième principe ne sera pas élaboré en détail avant que toutes les associations importantes susceptibles d'appuyer « les lignes directrices » s'y soient ralliées. Il faut leur permettre d'exercer réellement une influence et éviter qu'elles se sentent contraintes d'adopter un programme tout fait...
Les « lignes directrices » courent cependant un très grand danger par leur succès même : les partis politiques qui les ont appuyées peuvent céder au désir de les utiliser dans un but électoral. L'effort tenté pour unir les citoyens hors des cadres politiques avorterait ainsi et tout serait à recommencer. »

Ce rappel méritait d'être fait. Il est possible que se recrée en Suisse un mouvement progressiste regroupant et fédérant des associations diverses et des militants de plusieurs partis. Il n'y a pas qu'à Richterswil que le besoin s'en fait sentir.